



**HAL**  
open science

## Observer les circulations et analyser les POSitions SOCiales Multilocatisées

Gilles Laferté, Jean-Sauveur Ay, Michaël Bermond, Anaïs Collet, Abdoul Diallo, Eleonora Elguezabal, Julie Fromentin, Violaine Girard, Élie Guéraud, Guillaume Leroux, et al.

► **To cite this version:**

Gilles Laferté, Jean-Sauveur Ay, Michaël Bermond, Anaïs Collet, Abdoul Diallo, et al.. Observer les circulations et analyser les POSitions SOCiales Multilocatisées. INRAE. 2024. hal-04605055

**HAL Id: hal-04605055**

**<https://hal.inrae.fr/hal-04605055v1>**

Submitted on 7 Jun 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>	PRC
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations		

## Observer les circulations et analyser les POSitions Sociales Multilocalisées

Partenaire	Nom	Prénom	Position actuelle	Rôle & responsabilités dans le projet	Implication sur la durée du projet (perso. mois)
INRAE / CESAER	Laferté	Gilles	DR	Coord. Scientifique ; Resp. INRAE ; Tâche 3	18
INRAE / CESAER	Ay	Jean-Sauveur	CR	Tâches 1,3	9
INRAE / CESAER	Diallo	Abdoul	IE	Tâche 1	8
INRAE / CESAER	à recruter		Post doc	Tâche 2 ou 3	12
INRAE / IRISSE	Elguezabal	Eleonora	CR	Resp. Tâche 3 Tâche 2, 3	14
INRAE / IFEPSA	Sebileau	Arnaud	MCF	Tâche 2, 3	4
INED-List	Le Roux	Guillaume	CR	Resp. INED, Tâche 1	9
INED / U. Rouen	Girard	Violaine	MCF	Resp. Tâche 2 Tâches 1, 2, 3	10
INED / U. Clermont	Gueraut	Elie	MCF	Tâche 2, 3	12
INED / U. Paris	Chouraqui	Julie	Doctorante	Tâche 1, 3	6
INED	à recruter		Post-doc	Tâche 1	24
U. Strasbourg/SAGE	Collet	Anaïs	MCF	Resp. U. Strasbourg ; Tâches 2, 3	12
U. Strasbourg/LinCS	Sinthon	Rémi	MCF	Resp. Tâche 1, tâche 2	8
U. Strasbourg/SAGE Chaire IPOPS	Fromentin	Julie	post-doc	Tâches 1, 2	4
SAGE/U. Strasbourg	à recruter		Post doc	Tâches 2, 3	12
ESO/U. Caen	Bermond	Michael	MCF	Resp. U. Caen ; Tâche 1	8
ESO/U. Caen	Marie	Maxime	MCF	Tâche 1	8
ESO/U. Nantes	Rivière	Jean	MCF	Tâche 1	8

### I. Contexte, positionnement et objectif(s) de la proposition

O. Schwartz: « *j'adhérais, sans discussion, à l'idée d'un espace social national structurant l'ensemble d'une société, telle qu'on la trouve implicitement dans La Distinction. [...] Je tenais cette idée pour allant de soi, sans m'être interrogé sur ce qu'elle pouvait avoir de problématique, sur ses conditions et ses limites de validité* ». (2020 p. 96).

Ce projet se pense comme une brique empirique et conceptuelle pour étudier l'articulation des échelles spatiales, notamment nationale et infranationale, de la structuration sociale. Nous entrons dans cette thématique par l'étude de la multi-localisation des positions sociales. Celle-ci doit s'entendre à la fois synchroniquement, pour toutes les personnes dont les circulations dans le cadre domestique, familial, professionnel, voire du loisir, s'inscrivent dans divers contextes spatiaux, mais également diachroniquement,

<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>		<b>PRC</b>
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois	
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations			

à travers des biographies et des expériences sociales sédimentées dans le temps, produisant des socialisations multi-situées. Nous souhaitons rompre avec la tendance, encore dominante aujourd'hui, à saisir les individus ou les groupes au prisme d'un lieu unique à un moment donné – l'adresse de la résidence principale à la date de l'enquête. Notre projet cherche ainsi à évaluer la place qu'occupe l'inscription spatiale multiple des individus et des groupes dans leurs positionnements sociaux et dans leurs socialisations. Ce programme propose une vision dynamique des « effets de lieu », puisque les rapports sociaux (que nous aborderons principalement en termes de classe, mais pour lesquels nous resterons attentifs aux articulations avec le genre, l'âge et la race) se construisent simultanément dans plusieurs espaces, qu'il faut appréhender en tenant compte de cette multi-localisation des individus et du fait qu'en un même lieu peuvent coexister des groupes sociaux hétérogènes par leurs trajectoires et leurs pratiques sociales et spatiales.

Les données statistiques disponibles, notamment celles de la statistique publique, n'informent que partiellement ce questionnement. Pour mener à bien ce projet que nous pensons heuristique pour la sociologie, après avoir constitué une équipe d'horizons disciplinaires variés et construit des hypothèses soutenues par des propositions conceptuelles, nous soumettons ici une proposition empirique. Il s'agira de tirer profit de la statistique existante tout en révélant ses limites par l'ethnographie, dans l'objectif d'ajuster les enquêtes suivantes au traitement plus systématique de la multi-localisation des positions sociales.

## **a. Objectifs et hypothèses de recherche**

La dimension spatialisée des trajectoires sociales reste peu étudiée en sociologie et les ségrégations spatiales ne le sont souvent qu'au sein des grandes agglomérations et de leurs couronnes périurbaines. Il faut donc faire preuve d'inventivité conceptuelle et méthodologique pour saisir les dynamiques spatiales de la stratification sociale sur l'ensemble du territoire. Nous nous fixons quatre objectifs principaux.

### **1/ Objectiver la morphologie sociale du territoire au-delà du gradient rural-urbain**

Avant de caractériser la multi-localisation des personnes et des groupes et de saisir leurs circulations entre différents points du territoire, il faut disposer d'une vision sociologique du territoire. Or les outils à disposition partagent une lacune. Qu'il s'agisse du zonage actuel en aires d'attraction des villes de l'INSEE (grandes aires urbaines, autres aires, autres communes multipolarisées, communes isolées hors influence des pôles), du zonage précédent (pôle urbain, espace périurbain, communes multipolarisées, espace à dominante rural), ou des perspectives opposant centres et périphéries, ces catégorisations de l'espace adoptent pour principe de hiérarchisation un continuum rural-urbain défini géographiquement, selon les cas, par la densité de population, les mobilités pendulaires ou la distance aux services et aux emplois. Or, armés de travaux ethnographiques, nous défendons ici que les catégories de ces zonages agrègent des lieux socialement hétérogènes. En effet, ces catégories spatiales saisissent mal les différenciations, à l'échelle des communes et des groupements de communes, entre des zones où résident des groupes aux positions sociales contrastées. En outre, certains territoires catégorisés comme « ruraux » peuvent être structurellement reliés à des groupes sociaux résidant dans les zones les plus socialement valorisées des grandes agglomérations.

Travailler les circulations à l'échelle de l'ensemble du territoire national suppose donc en amont de compléter les catégories spatiales usuelles pour proposer une étude spatialisée des configurations sociales des populations (sexe, âge, professions, diplômes, trajectoire migratoire, etc.). Notre hypothèse est que, par-delà le gradient rural-urbain, nous pourrions identifier des lieux (villages, bourgs, petites villes, quartiers périurbains, quartiers de grandes villes) de morphologie sociale comparable que nous pourrions qualifier de sociologiquement homologues – du moins en première approximation, sans tenir compte des résidences secondaires et des circulations. Nous dessinerons ainsi une géographie sociale de la France, identifiant des territoires populaires, bourgeois, indépendants, à dominante culturelle ou économique et nous analyserons également d'autres articulations éventuelles à partir des compositions en termes de genre, d'âge, ou d'origines migratoires. Seront alors mis en évidence plusieurs types d'espaces sociaux localisés homologues du point de vue de leur composition sociale, que nous étudierons en dynamique en remontant aux années 1960 pour saisir les rythmes localement contrastés de l'urbanisation de la campagne résidentielle (principale et secondaire) ayant mené aux différenciations spatiales actuelles.

<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>		<b>PRC</b>
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois	
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations			

## 2/ Décrire et conceptualiser les *circuits* et *circulations* des groupes sociaux

Une fois le territoire caractérisé en termes sociologiques, nous chercherons à objectiver le sens et l'étendue des circulations. Les circulations internationales étant mieux connues, nous nous focaliserons sur les circulations infranationales. Nous faisons plusieurs hypothèses.

La première renvoie à l'identification de circuits – au sens de sentiers collectifs propres à certains groupes sociaux – reliant des lieux socialement homologues. Les personnes et les ménages ne se déplaceraient pas indifféremment mais en des lieux socialement proches. Nous serons attentifs ici à sérier des circuits plus professionnels (les mutations dans le public, dans le privé, de cadres, d'employés...), d'autres plus liés à la résidence ou aux loisirs (déménagement de résidence principale, multirésidence, circulation résidence principale-secondaire...). Ainsi, nous nous attendons, premièrement, à une ségrégation de ces circuits en fonction des ressources économiques, reflétant pour partie la géographie des marchés immobiliers. Nous faisons l'hypothèse que ces marchés objectivent la valeur sociale relative des territoires. À mesure du creusement des inégalités patrimoniales, ces dernières construiraient une barrière spatiale à l'accès aux ressources rares localisées (le littoral, les grandes écoles parisiennes...). Plus largement, nous travaillerons cette idée de la valeur des territoires au-delà de l'indicateur des prix immobiliers, en hiérarchisant les lieux également selon les légitimités culturelles, saisies à travers différents indicateurs, comme la concentration d'universités ou de grandes écoles, de parcs naturels, de distinctions patrimoniales, ou de clubs de sport socialement sélectifs. Mais, bien plus, nous entendons montrer que la proximité sociale des lieux résulte d'histoires sociales et familiales, inscrites dans une histoire spatiale de la résidence, des parcours professionnels et, dans certains cas, des politiques de peuplement ; et, à une échelle plus présentiste, de la détention de ressources permettant de tenir des rôles sociaux cohérents en différents points du territoire. Le goût pour les lieux visités, le fait même de les fréquenter, inversement les contraintes de déplacement, correspondraient à des ressources financières et immobilières, mais aussi à des socialisations spécifiques, familiales, spatiales (Authier 2012, Debroux 2011). Nous faisons l'hypothèse qu'un ensemble de déterminants culturels relie des lieux à des fractions de classe. Le goût des Cévennes concernerait ainsi davantage la bourgeoisie cultivée qui y aurait pris ses quartiers et importé ses modes de vie, quand les classes populaires précarisées prendraient plutôt leurs vacances à Berck plage ou Palavas-les-Flots. Inversement, la mutation d'un cadre parisien vers un bourg industriel réjouirait peu sa famille. Il y aurait des homologues sociales dans les circuits empruntés et une exportation des modes de vie par la circulation. Les groupes les plus dotés économiquement se déplaceraient en priorité de quartiers bourgeois en villes balnéaires chics et espaces naturels valorisés pour toujours y côtoyer leurs homologues et se reconnaître dans un système partagé de distinction, quand les groupes démunis en seraient toujours plus écartés, tout en construisant leurs chemins propres vers des zones populaires des destinations phares, investies par l'industrie touristique de masse, ou vers des destinations plus proches non goûtées de la bourgeoisie (plage de Corbières à Marseille). Ces dynamiques dessinent un système d'évitement interclasse renforçant l'entre-soi, même en déplacement. De même, si la presse décrit souvent l'exode urbain à partir d'exemples parisiens, nous faisons l'hypothèse qu'il existe des circuits homologues à une même fraction de classe et différenciés selon les grandes métropoles de départ, juxtaposant en somme différents circuits régionaux de ségrégation spatiale.

Au-delà de l'identification de ces circuits collectifs, nous porterons également attention aux circulations plus individuelles, et à celles en particulier qui se démarquent des circuits collectifs. Nous aimerions repérer des cas de « transfuges territoriaux », aux mobilités ascendantes ou descendantes, voire des personnes ou ménages qui fréquentent des espaces sociaux localisés non homologues, générant en quelque sorte une pluralité de positions sociales relatives. Un étudiant de grandes écoles parisiennes d'origine rurale et populaire bénéficierait d'une valorisation dans son village doublée d'une forme de mise à distance mais éprouverait des difficultés à Paris pour se distinguer dans les groupes historiques de la bourgeoisie.

L'objectif est bien de quantifier et de caractériser les circuits et circulations – et nous en découvrirons probablement des formes plus inattendues, peut-être autour des questions de race ou de genre comme la circulation d'homosexuels des quartiers gentrifiés de Paris et Lyon vers la Drôme (Giraud 2016). Mais nous retrouverons probablement les effets sédimentés d'une histoire longue des circulations entre villes et campagnes. Dès l'Ancien Régime, l'aristocratie a développé un « désir de campagne » (Elias 1933), relayé par la bourgeoisie au XIXe siècle et qui dès le premier XXe siècle s'est manifesté par l'avènement des stations balnéaires et des loisirs (Corbin 1995). Plus tard, le mouvement des néoruraux dans les années 1970 (Hervieu-

<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>		<b>PRC</b>
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois	
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations			

Léger 1979), dont l'actualité se prolonge dans les années 2010 (Paranthöen 2014), a emmené à la campagne les classes moyennes politisées dotées en capital culturel. Cette « renaissance rurale » (Kayser 1990) a été redoublée par la massification des loisirs, la diffusion de l'automobile et le développement de la multipropriété. Si l'exode rural s'est traduit par le départ en ville de catégories populaires, et si des fractions des classes populaires rurales sont aujourd'hui peu mobiles (Coquard 2019), les membres de ces classes circulent également vers des territoires de faible densité, pour le travail (Noiriel 1988), les vacances (Pattieu 2009), pour passer la retraite au pays (Le Jeannic 1993), ou encore au travers de processus de relégation résidentielle (Lion 2015). Ainsi, nous ouvrirons tout le spectre des pratiques de mobilité. Certains de ces mouvements peuvent être encadrés par des politiques de logement et d'incitation à la mobilité en dehors de zones denses (Gobillon et al. 2021, Girard et al. 2023). Pour l'étude des circulations, une attention particulière sera portée aux politiques publiques puisqu'une partie d'entre elles semble précipiter la différenciation des circuits en réservant certains des usages productifs et d'assistance sociale à une partie du territoire (vouant des espaces ruraux ou des villes moyennes en déclin à la réindustrialisation et à l'accueil des migrants), quand d'autres politiques tendent à une protection écologique des lieux les plus valorisés et promeuvent ainsi leur usage récréatif, leur rareté et leur caractère exclusif.

### **3/ La multi-localisation, renforcement ou pluralisation des positions sociales ? Construire le concept d'espace de circulation**

Si jusqu'alors nous privilégions dans l'analyse les termes de circuit (chemin collectif entre lieux) ou de circulation (chemin plus individuel), nous souhaiterions préciser ici une autre notion, celle d'espace de circulation (Sinthon 2014), notion plus diachronique, qui nous permettrait d'associer l'ensemble des lieux fréquentés à la structuration des capitaux. Cette notion vise à dynamiser dans le temps et dans l'espace géographique la notion de position sociale, classiquement appréhendée par les statuts professionnels ou par les systèmes de parenté. Nous retravaillerons la notion de position sociale en tenant compte de la variation de la valeur sociale des capitaux dans l'espace (Ripoll 2013, 2018). Notamment, les valeurs immobilières diffèrent fortement d'un espace à l'autre et produisent des distorsions sociales importantes dès que circulent les groupes sociaux qui se les approprient. Par exemple, la valeur des biens parisiens a nettement plus augmenté en quarante ans que celle des biens dans les espaces ruraux, ce processus ayant permis à des propriétaires parisiens d'acheter des résidences secondaires devenues inaccessibles aux locaux. En sus du stock des capitaux, la capacité à jouer des monétisations spatiales semble influencer sur les positions sociales. Cela est vrai des capitaux économiques mais aussi culturels. La rareté relative des classes supérieures diplômées dans certaines zones rurales valorise d'autant les détenteurs de distinctions culturelles, qui peuvent y occuper des positions de prestige inaccessibles ailleurs.

Ceci étant acté, saisir la position sociale d'une personne suppose de coupler l'ensemble de ses circulations à la structure de ses capitaux et, notamment, aux caractéristiques spatiales de ceux-ci, incluant leur degré de dévaluation-valorisation en cas de transfert d'un lieu à un autre. L'expérience de sa position sociale étant relative à la morphologie sociale des lieux, chaque personne cumulerait, à travers sa fréquentation d'espaces sociaux localisés plus ou moins variés, plus ou moins homologues, des expériences sociales plus ou moins diversifiées. Contrairement à ce que laisse croire une vision homogène de la stratification sociale, un déplacement géographique peut conduire à un changement de position sociale : quitter Paris pour sa proche banlieue permet de rester bourgeois (Collet 2015, Vermeersch et al. 2019), être bourgeois dans son canton n'évite pas de se sentir « plouc » à Paris (Bourdieu et Passeron 1964, Laferté 2018).

À cette étape du raisonnement, nous pouvons alors formuler plusieurs hypothèses sur la place qu'occupe la multi-localisation dans la position sociale d'un individu ou d'un groupe. La première, la plus évidente pour la sociologie de la reproduction sociale, donne au territoire un rôle de renforcement des positions sociales, par la capacité à jouer des scènes et des lieux lors des stratégies de domination sociale. Dans cette perspective, les lieux de résidence principale permettraient de renforcer sa position sociale prioritairement autour des scènes centrales du travail et des études, mais les autres territoires régulièrement investis joueraient un rôle important dans l'entretien des relations affinitaires, dans les stratégies matrimoniales et dans la construction et l'entretien des formes les plus incorporées des capitaux. Le travail de recherche consistera ici à comprendre comment les différents groupes sociaux jouent ou souffrent du territoire pour acquérir les capitaux et pour les faire valoir.

<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>		<b>PRC</b>
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois	
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations			

La seconde hypothèse place une partie de ces personnes dans des espaces de circulation socialement hétérogènes, potentiellement liés au caractère multidimensionnel de l'espace social et à l'imbrication des différents rapports sociaux (de classe, de race, de genre, d'âge, de génération, etc.). Ces appartenances géographiques hétérogènes seraient, à l'origine de formes plurielles des habitus (Lahire 1998). On ignore beaucoup des manières dont les individus naviguent entre des positions sociales localisées disparates, tant le prisme de la structuration sociale uni-résidentielle, saisie à l'échelle du ménage, lisse ces différenciations. Or, nous faisons l'hypothèse que le modèle dominant de classes sociales localisées en un seul lieu s'affine par la prise en considération des espaces de circulation dans leur totalité, capable de réévaluer certaines positions sociales trop rapidement saisies. L'analyse nous invite ainsi à explorer la démultiplication des formes de rapports sociaux : une même personne entretiendrait potentiellement, selon les lieux, plusieurs positions sociales, régies par plusieurs formes de relations sociales et impliquant plusieurs classes sociales.

#### **4/ Multi-localisation des positions sociales et diversité des rapports de classe**

Que font ces mobilités spatiales, dont nous vérifierons si elles sont plus sélectives aujourd'hui qu'hier, aux lieux fréquentés ? Comment contribuent-elles au façonnement des « espaces sociaux localisés » évoqués en première instance ? Les groupes sociaux organisent-ils leurs relations de la même manière à la plage qu'à l'usine ? La multi-résidentialité implique-t-elle différentes manières de faire couple ou famille à la ville, à la campagne, à la mer, à distance (Imbert et al. 2018) ? Nous faisons ici l'hypothèse que tout espace est le lieu de rapports sociaux de domination. Même dans le plus exclusif des quartiers fermés, s'observent des rapports de classe par l'embauche de personnels de service (Elguezabal 2015). Cependant ces relations peuvent prendre des formes variées, depuis la lutte jusqu'à l'alliance, et ce différemment selon les lieux. Entre différentes scènes et en leur sein (scènes résidentielles, du travail, du loisir, des vacances, du profit, etc.), on peut imaginer des rapports sociaux au moins aussi différenciés que ceux analysés sur la scène professionnelle. Ainsi, dans le Wyoming, les plus grandes fortunes américaines jouent d'une proximité toute reconstruite aux classes populaires voisines et de l'imaginaire du Grand Ouest comme de référentiels moraux pour se dédouaner de l'immoralité de leurs superprofits (Farrell 2020). Dans les lieux de villégiature s'organise une société où les commerçants et les travailleurs saisonniers se mettent au service des résidents secondaires, certains d'entre eux s'en retrouvant déclassés, car amenés à résider dans des zones ou des communes excentrées. Dans les espaces où s'accroît la présence des classes populaires, les plus dotés en capitaux éprouvent des formes de dégoût social et se replient ou s'en vont (Gueraut 2021). Par des hypothèses de ce type, nous entendons penser plus précisément la géographie sociale des professions comme celle des loisirs, en montrant combien un même groupe social peut entretenir diverses formes de relations aux autres groupes, par la multidimensionnalité de l'espace social, mais aussi par la variété des modes de structuration des lieux et des scènes sociales au sein d'un même espace national.

Dans ces lieux de passage où différents mondes sociaux se côtoient, émergent des registres de distinction singuliers, de légitimités variables, qui peuvent être importés d'ailleurs. Dans quelle mesure les relations établies ici renvoient-elles aux configurations expérimentées ailleurs ? À Belle-Île, beaucoup de vacanciers et de locaux reconnaissent dans l'Ouest de l'île un univers de l'Ouest parisien, quand l'Est de l'île renvoie à un univers de l'Est parisien, opposant les pôles économique et culturel de la bourgeoisie ; dans un autre contexte, la côte argentine reproduit actuellement le système des *countries* (quartiers fermés) importé directement du grand Buenos Aires (Noel, de Abrantes 2014). Notre hypothèse est que chaque système urbain développe un régime spécifique de ségrégation (dualisation, gentrification, clubbisation, cf. infra) capable de se diffuser à d'autres parties du territoire suivant les circulations. Ce processus dessine des ségrégations connectées où circulent des personnes, des institutions, des capitaux, des pratiques, des instruments, des biens.

#### **b. Positionnement par rapport à l'état de l'art**

Notre projet s'inscrit à l'intersection de plusieurs littératures : la sociologie des mondes ruraux, la sociologie urbaine, la géographie sociale et des mobilités, et l'économie géographique appliquée ici aux marchés immobiliers.



<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>		<b>PRC</b>
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois	
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations			

## 1/ De la sociologie urbaine à la sociologie des mondes ruraux : spatialiser la structure sociale

Les dynamiques de ségrégation socio-spatiale et, plus généralement, la dimension spatiale des rapports sociaux, constituent un objet privilégié de la sociologie urbaine (Oberti et Préteceille 2016). Au seuil des années 1980, la ville pouvait incarner, pour les classes moyennes, une mixité sociale valorisée (*Cahiers de l'Observation du changement social* 1982). Les évolutions des dernières décennies insistent, à des degrés divers, sur des formes renforcées de polarisation. La thèse de la dualisation (Sassen 1991 ; Mollenkopf et Castells 1992) des villes « globales », souligne ainsi l'appropriation radicale des espaces les plus valorisés par les hauts cadres reliés à l'économie globale, face à un prolétariat des services réduit aux espaces de relégation et d'exclusion. Les travaux sur Paris évoquent une polarisation plus complexe (Rhein 1994, Préteceille 2003, Ribardièrre 2019) avec des quartiers mixtes, un décrochage de certains quartiers populaires, un espace plus conséquent de quartiers pour les classes moyennes, un embourgeoisement accusé de la ville-centre (Clerval 2013), des quartiers pavillonnaires de promotion en transformation (Cartier et al. 2008), des quartiers de « refondation » en banlieue (Cousin 2014) ou certains îlots périurbains marqués par des phénomènes de clubbisation (Charmes 2011). De même, la gentrification de quartiers populaires par les franges cultivées des classes moyennes et supérieures passe par des formes d'ennoblissement de pratiques populaires, avec des effets à la fois distinctifs et excluants (Collet 2015).

Inversement, la sociologie rurale s'est historiquement focalisée sur le village comme lieu de l'interconnaissance sociale (Maget 1955), esquivant l'analyse des classes sociales, des groupes socio-professionnels et de la stratification sociale de l'espace (Weber 1981). S'inspirant des perspectives de Jean-Claude Chamboredon (2019), la sociologie des mondes ruraux qui lui succède invite à analyser ceux-ci avec les mêmes outils conceptuels que ceux des espaces urbains (Bruneau et al. 2018). S'ouvre ainsi une perspective d'analyse sociologique des territoires d'abord en termes de composition sociale (Laferté 2014) plutôt que de degré d'urbanisation, permettant de renouer avec des études sur la spatialisation des catégories socio-professionnelles développées à l'échelle nationale (Tabard et Chenu 1993). Dans la continuité de ces travaux, des enquêtes récentes, dont certaines issues des membres de l'équipe, explorent l'imbrication des rapports de genre et de classe dans les mondes ruraux (Agnoux 2022, Elguezabal 2022, Giraud 2016). Cependant, ces approches ethnographiques sont encore mal reliées à la sociologie urbaine, notamment par un manque de développements statistiques ou de remontées d'échelle.

Or des processus parallèles de transformation sociale ont été observés aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Certains espaces ruraux se gentrifient (Perrenoud 2008, Philipps 1993, Richard et al. 2014) ou s'embourgeoisent (Laferté 2018) semblablement à certains quartiers des métropoles (Clerval 2013, Cousin 2014), quand d'autres campagnes (Coquard 2019), villes petites et moyennes (Guérait Pigué 2024) se paupérisent à l'instar de quartiers populaires en déclin (Rosa Bonheur 2019). À la dualisation de la ville mondialisée semble répondre le global *countryside* (Woods 2007). À l'évidence, il convient de déconstruire l'homogénéité de la campagne et des villes petites et moyennes (Chouraqui 2021 ; Fromentin 2021 ; Hilal et al. 2011, ; Pistre 2012) pour identifier des polarisations sociales qui transcendent le continuum rural-urbain.

La frontière urbain/rural a certes déjà été remise en cause, par l'étude de lieux intermédiaires, notamment du processus de périurbanisation (Vannier 2005, Brenner et Schmid 2013, Lambert 2015, Girard 2017). Les approches en termes de trajectoires résidentielles (Authier et al. 2010) ont nourri en partie ces recherches, qui restent principalement centrées sur les seuls changements de résidence principale. Aussi, à de rares exceptions (Sebileau 2014), l'urbanisation des côtes a été peu étudiée dans ses aspects cycliques et sociologiques. Le lien univoque entre les individus et leurs lieux de résidence est toutefois remis en question par les travaux sur la construction des identités plurielles géographiquement et sur les modes d'habiter polytopiques (Stock 2005, ; Guérin-Pace et Filippova 2008) sans qu'ils n'interrogent directement les effets sur la structuration sociale.

## 2/ Un tournant géographique de la sociologie à prolonger

La géographie des sociologues se révèle souvent statique, raisonnant uniquement à partir des résidences principales. Restent alors dans l'ombre les positions spatiales, peu adossées aux positions sociales (Sinthon 2018), et les articulations entre travail et hors travail dans l'appréhension des positions sociales. Rares en sociologie sont les travaux qui partent du travail pour analyser la résidence, comme ceux sur la finance

<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>		<b>PRC</b>
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois	
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations			

concentrée dans l'Ouest parisien, creusant d'autant les inégalités territoriales (Godechot 2013). Des évolutions structurales dans les rapports entre les groupes et les lieux peuvent aussi avoir des conséquences sur les positions sociales, comme dans le cas du basculement vers les services des catégories populaires, décroissant ces groupes de l'entre soi usinier et des quartiers à forte densité populaire (Schwartz 2011). Toutefois, aucune spatialisation des professions n'a été systématisée alors même qu'une économie géographique a bien développé une analyse spatialisée et découplée de l'activité économique et de la résidence (Davezies, 2004). De même, la littérature s'interroge sur la « structure sociale internationale » à laquelle appartiennent par exemple les hauts-cadres mondialisés concentrés dans les grandes capitales financières et dans les lieux sélectifs de villégiature (Cousin Chauvin 2012 ; Wagner 2020). Ou encore, les travaux sur les migrations internationales exploitent des idées proches des nôtres, tels ceux qui dévoilent le mode cyclique du temps enchanté des vacances ou l'euphémisation des rapports sociaux lors des mobilités privilégiées de Français au Maroc ou en Thaïlande (Le Bigot 2016), ceux sur les cycles d'aller-retour des migrations issues des DROM-COM ou des anciennes colonies (Bréant 2016), ou ceux qui montrent comment les circulations entre la France et l'Algérie forment un élément constitutif de la position sociale (Bidet 2018). Ainsi, la sociologie des circulations s'est pour le moment surtout intéressée à des mouvements internationaux (Saunier 2004) sans porter la même attention aux circuits infranationaux. De même, la notion de circuit a été travaillée en sociologie économique, notamment pour comprendre les passages entre l'intime et l'impersonnel dans la production de la valeur (Zelizer 2005), sans pour autant avoir été appliquée à des logiques de structuration sociale.

En parlant d'« habitus résidentiels » (Vermeersch et al. 2019), de « socialisation résidentielle » ou de « socialisation par l'espace » (Authier 2012, Debroux 2011), des travaux font de l'espace une matrice des expériences et des manières de se positionner socialement. Vivre quelque part conduit au développement et à l'adoption de visions du monde situées que l'on exporte en retour dans d'autres territoires : en vacances, au travail, etc. Être socialisé par l'espace, c'est donc recevoir une vision sociale du monde, mais c'est aussi façonner les lieux fréquentés, comme le gentrifieur transformant à son image un quartier populaire qu'il habite (Collet, 2015). Ce regard géographique de la sociologie est à prolonger.

La modernisation des systèmes de communication et de transport aurait par ailleurs bouleversé les rapports à la mobilité et au territoire. Au tournant des années 2000, les sociologues américains regroupés sous la bannière du « *mobility turn* » (Scheller et Urry 2006), y voient un nouveau paradigme de lecture du social. Ces travaux ont relancé les débats sur les liens entre mobilité spatiale et mobilité sociale et abordent notamment la multi-résidentialité. Ils portent surtout sur les transformations des styles de vie et des modes d'habiter. Néanmoins, ils interrogent peu les effets des mobilités sur les positionnements sociaux et les socialisations, et ne traitent pas des rapports aux espaces sociaux locaux reliés entre eux, à l'exception là encore du champ d'étude des migrations internationales (Grysole 2018, Ortar et al. 2018).

Si donc, à l'évidence, la sociologie essaie de dépasser le dualisme rural/urbain et cherche à mieux intégrer l'espace à ses réflexions sur les modes de vie et la socialisation, plusieurs limitations sont à dépasser, comme la restriction des analyses à la résidence principale, le relatif désintérêt pour les effets en termes de stratification sociale, l'exploitation encore incomplète des statistiques disponibles, ou encore la théorisation sociologique de l'espace. En ce sens, la géographie sociale peut offrir des points d'appuis précieux.

### **3/ S'enrichir de la géographie des mobilités**

La géographie sociale française, telle qu'elle s'est structurée au début des années 1980, offre un point de contact particulièrement stimulant pour la sociologie, notamment parce qu'elle a beaucoup puisé dans la sociologie des classes sociales (Ripoll 2018). Son ouvrage fondateur (Frémont et al. 1984) se clôt d'ailleurs par une partie intitulée « enracinés, déracinés ; dominants, dominés » qui rentre en résonance avec notre projet. Les travaux sur les migrations, la mobilité spatiale et les circulations (Reboratti 1986, Le Bris et al. 1987, Dureau 2002, Kaufmann 2008, Imbert et al. 2014) ont montré, à partir des années 1980, le caractère multiple de l'inscription spatiale des individus, des familles et des groupes sociaux, et mis en évidence leurs circulations tant à l'échelle des différents logements d'une même ville que dans le cadre de migrations internationales. Diverses innovations conceptuelles et méthodologiques cherchent à en rendre compte : les notions d'espace de vie (Frémont 1974), soit l'ensemble des lieux avec lesquels les individus sont ou ont été en relation, ou de système de mobilités (Bassand et Bruhlarth 1980), compris comme l'ensemble articulé des



<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>		<b>PRC</b>
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois	
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations			

différentes formes de mobilité (migration, mobilité résidentielle, mobilité quotidienne), ou encore le développement de l'approche biographique des circulations (Imbert et al. 2014).

La géographie et la démographie ont travaillé sous des angles divers la notion de circulation, en la positionnant dans une approche globale de la mobilité spatiale (Bassand et Bruhlarth 1980), c'est-à-dire en mettant en relation les différentes formes de déplacements humains. En démographie, la notion de mobilité résidentielle vient rompre avec le concept de migration, en envisageant tout changement de logement, quelles qu'en soient les distances et les durées (Courgeau 1988, Dureau et Imbert 2014). Les migrations sont ici une forme particulière de mobilité parmi un ensemble plus vaste de déplacements de plus ou moins longue distance et plus ou moins durables ou temporaires. De prime abord, la notion de circulation renvoie à des formes particulières de mobilité, qui peuvent être définies comme des mobilités le plus souvent de courte durée, répétitives ou cycliques et sans intention des individus de changer de résidence de façon permanente (Zelinsky 1971). Selon cette acception, ces mouvements recouvrent aussi bien des migrations circulaires, des migrations saisonnières que les pratiques de multi-résidence plus ou moins éphémères, ensemble de mobilités au cœur de notre projet.

Dépassant cette définition centrée sur les pratiques individuelles, les recherches sur les circulations montrent à quel point celles-ci engagent des jeux de mobilités et d'immobilités saisis à l'échelle du groupe familial, mais aussi de groupes sociaux plus larges qui les conditionnent. Dans la recherche française sur les migrations internationales, l'introduction des notions de circulation migratoire (Dorai et al. 1998) et de territoires circulatoires (Tarrus 1993) cherche ainsi à rendre compte non seulement du caractère réversible des migrations mais aussi de l'implantation territorialisée de réseaux transnationaux, de diasporas au sein desquels circulent personnes, informations, ressources et imaginaires. Le concept de circulation a très tôt été abordé dans les pays du Sud pour décrire les modes d'organisation familiaux, tant entre différents logements d'une même ville que dans le cadre de migrations internationales (Dureau 2002). Les circulations jouent un rôle important, notamment dans des contextes de forte croissance urbaine, en termes de stratégies familiales (ou communautaires), d'accès à la ville (Dupont et Dureau 1994), mais aussi en lien avec la multiplication des activités en zone rurale pour faire face aux difficultés économiques et alimentaires (Mounkaila 2002). Ainsi, dans les pays du Sud, la notion de circulation s'est enrichie de l'étude des migrations de retour (Reboratti 1986), des migrations saisonnières liées au besoin de main d'œuvre (Marchal et al. 1997, Zeneidi 2013, Arab 2018) ou encore de circulation entre les lieux de résidence familiaux (Le Bris et al. 1987).

Les travaux sur les circulations en France et dans les pays du Nord ont mis en évidence la diversité des espaces de vie, des chaînages de mobilité et des logiques de diffusion des mobilités au sein des réseaux familiaux et sociaux (Imbert et al. 2014). Si celles-ci ont d'abord été envisagées à travers les mobilités d'ordre professionnel (voyages d'affaire, chantiers, saisons agricoles), la diversité et le développement des pratiques de multi-résidence (familiales, professionnelles, de loisirs) ont également été relevés (Bonnin et Villanova 1999, Imbert et al. 2018). Ces mouvements doivent être réinscrits dans les grandes évolutions sociales et économiques comme la transformation des modèles familiaux, les transformations de l'emploi ou encore l'avènement des loisirs. Le groupe familial apparaît comme le premier cadre organisateur des circulations : on pense à la bi-résidentialité estudiantine (Imbert et al. 2013), aux pratiques résidentielles des couples non-cohabitants, à la garde alternée suite aux séparations (Clément et Bonvalet 2005), ou encore aux phénomènes de socialisation résidentielle et de construction des espaces de référence (Bonvalet et al. 1999) avec par exemple l'idée d'« espaces fondateurs » (Gotman 1999). Ces circulations peuvent s'opérer aussi sur des temporalités longues – comme les retours vers les lieux de l'enfance à la retraite, pour une installation durable ou non (Pistre 2012). Les transformations de l'emploi agissent aussi sur les circulations, par exemple lors du retour de jeunes adultes chez leurs parents face à la précarisation de l'emploi (Kaplan 2009) ou à l'occasion d'arrangements intra-familiaux suscités par la délocalisation de l'emploi (Vignal 2006).

Si des travaux permettent d'explorer les trajectoires socio-résidentielles à l'échelle individuelle (Lévy 2003), les univers sociaux mis en relation par les circulations restent trop peu explorés, alors même qu'elles sont au cœur de stratégies des groupes familiaux et sociaux (Imbert et al. 2013). Les travaux sur la géographie des circulations entrent ainsi en résonance avec la littérature sociologique en glissant d'une acception individuelle de cette forme de mobilité à une acception collective. Ils nous conduisent à étendre le concept de circulation tout au long de la biographie des individus, à l'ensemble des mobilités, quelque soit leur nature et leur temporalité, décrivant un système de lieux, de circuits à l'échelle des groupes familiaux et sociaux – c'est bien un des objectifs de ce projet.

<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>		<b>PRC</b>
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois	
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations			

#### 4/ Étendre l'économie des marchés immobiliers pour l'analyse des ségrégations et des circulations

Le marché immobilier est au cœur des dynamiques ségréгатives et de spatialisation du capital économique. Il a pourtant peu été étudié en géographie et en sociologie urbaine, probablement en raison d'un accès longtemps difficile aux données (Casanova et al. 2019, Guérois Le Goix 2009, Le Goix et al. 2016, Mericskay et Demoraes 2022). Récemment, il a fait l'objet d'une étude détaillée centrée sur Paris (Le Corre 2019). Malgré les travaux fondateurs sur les structures sociales de l'économie portant sur le marché immobilier des années 1980 (Bourdieu 2000), des travaux en cours (ANR Whisdom sur trois agglomérations) et une sociologie fine des agents immobiliers (Benites-Gambirazio 2020, Bernard 2017, Bonneval 2011), aucune recherche sociologique n'étudie le marché immobilier pour son rôle dans les mobilités au-delà d'une aire urbaine. Sur ce point, le projet ambitionne de mobiliser des données et des outils statistiques usuellement utilisés dans l'analyse économique pour caractériser à la fois les marchés fonciers et immobiliers et les mobilités associées. À la différence des sociologues, les économistes étudient la spatialisation des choix résidentiels par les prix et aménités à de grandes échelles, nationales, ce qui est indispensable dans ce projet, ouvrant une mise en relation des lieux. Mais ils s'intéressent peu aux différenciations socio-professionnelles sur le marché, ni à l'articulation entre revenus, patrimoine et position sociale, ramenant l'équilibre au prix et naturalisant les préférences sans interroger leur construction sociale. L'origine géographique et la profession des acheteurs et des vendeurs manquent souvent dans ces analyses, alors qu'elles peuvent avoir des effets importants sur les marchés immobiliers (Chinco et Mayer 2016, Cvijanović et Spaenjers 2021). L'apport des outils sociologiques pour l'analyse économique pourrait ainsi également se révéler substantiel.

La littérature économique explique traditionnellement les mobilités infranationales par le biais du marché du travail (Chen et Rosenthal 2008), du marché du logement (Plantinga et al. 2013) et des aménités locales (Roback 1982), le pouvoir explicatif de chacun de ces éléments variant au gré des périodes et des espaces étudiés. Récemment, sur la base d'une enquête internationale, Causa et Pichelmann (2020) montrent que les conditions du marché du logement et les politiques immobilières (construction, zonage) influencent fortement les possibilités et choix de mobilité des ménages. Peu de place est cependant accordée à la multi-résidence, ni aux circulations annexes au choix de la résidence principale (Hilber et Schöni 2020), alors que 10% des logements sont des résidences secondaires ou occasionnelles en France (RP 2019, Léger 2017). De même, un exode urbain accéléré par la Covid 19 a clairement été identifié dans les choix résidentiels sans pour le moment en saisir les effets sur la structure sociale (Breuillé et al. 2022).

Les caractéristiques des lieux d'origine et des lieux de destination doivent être étudiées conjointement pour expliquer ces mobilités. Il est avéré que les habitants ayant leur résidence principale dans des zones au marché immobilier peu dynamique sont moins mobiles (Steegmans et Hassink 2018). Inversement, les individus ou groupes professionnels qui occupent des logements portés par un marché en hausse disposent de plus de ressources pour investir dans une résidence secondaire ou un logement occasionnel. La caractérisation statistique de ces phénomènes reste cependant un défi, car l'attractivité des territoires dépend des autres personnes qui choisissent d'y habiter (Saiz et Wachter 2011) et les prix immobiliers sont autant cause que conséquence des mobilités résidentielles (Jeanty et al. 2010). Les redistributions entre catégories de population des variations de prix de l'immobilier doivent être étudiées en lien avec la démographie (âge, régime matrimonial) et le statut social des personnes qui définissent les espaces de circulation. L'étude fine des marchés immobiliers fonctionnera ici comme une mise en hiérarchie des territoires par la valeur observée lors des transactions entre particuliers.

### c. Méthodologie et gestion des risques

#### Tâche 0 : Organisation de la coordination scientifique (responsable : Gilles Laferté)

Pour la coordination, nous prévoyons deux types de tâches. Les premières, continues, visent à la bonne coordination du travail scientifique, notamment dans l'articulation des tâches statistiques et ethnographiques. Les secondes, plus réflexives, consisteront, à mi-parcours, à tenir compte des premiers résultats et des éventuelles surprises inhérentes aux risques que comporte toute recherche.

Concernant donc les premières, nous prévoyons un séminaire d'équipe autant par invitation extérieure que par présentation de travaux de l'équipe, sur un rythme de six séminaires annuels, basé au Campus

<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>		<b>PRC</b>
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois	
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations			

Condorcet. Par ailleurs, notre équipe étant en dialogue avec d'autres équipes à l'échelle internationale (cf. Infra), nous prévoyons dans un second temps l'organisation d'un séminaire international en ligne sur ces questions de circulation et de ségrégation spatiales au-delà des grandes métropoles.

Au tout début du programme, nous aurons une tâche délicate de mise en place des partenariats autour des données. Les deux premiers objectifs seront les demandes d'accès par le CASD aux données désagrégées et finement localisées, et la renégociation des conventions actuelles (qui courent jusqu'en 2028) qui lient le CESAER avec le Ministère de l'Équipement et la base Perval (cf. tâche 1.3). L'objet de cette seconde négociation serait de prolonger ces conventions : le CESAER disposant déjà des données pour la France entière les années paires de 1996 à 2017, et exhaustives pour les régions Bourgogne Franche-Comté, il reste à acquérir les celles relatives aux terrains d'enquête (cf. tâches 2 et 3) pour les années impaires, et à étendre la convention aux autres partenaires de ce programme. Nous chercherons à mutualiser ces données notariales auprès de la Chargée de Mission Base de Données EcoSocio de l'INRAE, pour épargner à l'Institut de payer plusieurs fois ces données stratégiques pour toutes recherches sur le foncier et l'immobilier.

Notre politique de gestion des données se déclinera en plusieurs temps. L'accès, le traitement et le stockage des données des grandes enquêtes issues du CASD et des bases notariales se feront dans le cadre d'un Plan de Gestion de Données (PGD) construit sur la base des bonnes pratiques en la matière, et s'appuiera sur les deux infrastructures de recherche (IR\*) du CNRS (PROGEDO pour l'accès aux données de la statistique publique, HUMANUM pour le stockage). Nous déposerons le projet auprès de la déléguée à la Protection des données de l'INRAE, et nous doublerons ce dépôt auprès des établissements partenaires, pour la conformité du projet avec les lois CNIL RGPD notamment. Nous inviterons par ailleurs tous les ethnographes du projet à classer leurs données en suivant l'arborescence de classement des archivistes des sciences sociales tel que le propose le service Archives de la MSH de Dijon, arborescence classique qui facilite par la suite la mutualisation et l'archivage des données. Le temps de l'enquête, les ethnographes mutualiseront leurs données sur HUMANUM, dans le cadre des normes RGPD. En fin de programme, une fois les publications réalisées, chaque chercheur.e s'engage à déposer une copie numérique de ses archives liées au programme OPOSOM au Centre Marcel Maquet de la MSH de Dijon.

Pour l'animation scientifique, nous aurons deux moments importants dans la durée du programme. Le premier, à mi-chemin, prendra la forme de journées d'étude qui serviront autant à la bonne articulation des méthodologies qu'à l'identification des difficultés. À cette occasion, nous envisagerons de réorienter une partie des enquêtes de terrain, voire d'en ouvrir d'autres, selon des problématiques nouvelles jugées pertinentes, qui détermineront également la feuille de route du second contrat post-doctoral ethnographique d'un an que nous mettrons au concours. Enfin, nous souhaitons prolonger ce programme par la préparation d'une vaste enquête par questionnaire destinée à être menée hors-ANR, en prolongement de celle-ci, visant à caractériser les espaces sociologiquement significatifs des divers groupes sociaux. Partant des apports empiriques et méthodologiques du projet, cette enquête – qui pourrait être confiée aux services de l'Ined – recueillerait des informations qui font défaut aux données actuellement disponibles : la variété des lieux de résidence, de travail et de loisir, la durée et les modalités des présences dans ces lieux, la teneur et l'intensité des sociabilités qui s'y déploient, les populations qui y sont côtoyées et les jugements portés sur elles, les sentiments d'appartenance locale et les pratiques qui les font exister, ainsi que d'autres éléments dégagés des enquêtes de terrain. Elle permettrait de généraliser les résultats des enquêtes de terrain localisées en montrant ce que la position sociale des individus doit aux espaces où ils circulent, et en mettant en évidence la diversité des configurations de l'inscription spatiale des groupes sociaux.

### **Tâche 1 - Objectiver statistiquement les circulations dans l'espace géographique (responsable : Rémi Sinthon)**

En complément de l'analyse du matériau original qui sera produit par l'équipe à travers des enquêtes qualitatives (tâches 2 et 3), nous exploiterons une série de bases de données statistiques existantes. Si ces données mobilisent des catégories pratiques parfois mal ajustées à nos questionnements scientifiques, empruntées aux univers administratif ou économique, elles présentent l'avantage d'une collecte systématique, selon des catégories homogènes, exhaustives ou sur de grands échantillons à la représentativité rigoureusement contrôlée. Nous les exploiterons suivant quatre grandes perspectives, présentées ici comme autant de sous-tâches.

<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>		PRC
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois	
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations			

**Tâche 1.1- Morphologie sociale de l'espace métropolitain.** Pour comprendre les circulations, il s'agira de décrire avec précision les espaces dans lesquels celles-ci se déploient. En premier lieu, nous produirons à partir du recensement de la population (RP) des analyses factorielles et des typologies socio-résidentielles du territoire métropolitain français à l'échelon des communes, à partir de différentes caractéristiques des logements et des individus (dont les revenus fiscaux, les niveaux de diplôme, la PCS, le contrat de travail et les statuts d'immigré et d'étranger). Ces analyses feront l'objet d'une production cartographique, et seront déclinées à différentes échelles territoriales (Iris, communes, cantons, bassins de vie, départements) ainsi qu'à partir de différents millésimes du recensement (2006, 2011, 2016 et 2021 pour saisir les évolutions récentes, 1968, 1975, 1982, 1990, 1999 mais à partir de variables aux nomenclatures moins fines).

**Tâche 1.2- Circulations d'après les changements de résidence.** Les sous-tâches suivantes proposent d'analyser les liens tissés entre les territoires par les circulations. Dans un premier temps, les fichiers détails du RP, après levée du secret statistique via le CASD, constitueront la source principale pour étudier les migrations résidentielles des différents groupes sociaux : ils renseignent en effet plusieurs caractéristiques socio-démographiques des individus, notamment leur PCS détaillée et leurs communes de résidence au moment de l'enquête et un an plus tôt. Il s'agira d'abord de produire, à plusieurs dates et à plusieurs échelles (communes, bassins de vie...), les graphes qui connectent les territoires entre eux sur le critère du changement de résidence d'une année à l'autre. La même analyse menée ensuite sur différents groupes sociaux mettra en évidence les circulations privilégiées de ces groupes, caractérisés notamment en fonction de leurs profils socio-résidentiels (cf. tâche 1.1).

**Tâche 1.3- Circulations d'après les achats immobiliers.** La base *Perval*, produite par le Conseil supérieur du notariat, permettra d'appréhender les circulations à travers les actes d'appropriation locale que constituent les achats immobiliers. Elle recense l'ensemble des ventes immobilières réalisées de 1996 à 2022 en France métropolitaine hors Ile-de-France, et renseigne le prix, la commune du bien et diverses informations sur le vendeur et l'acheteur (âge, sexe, PCS, nationalité...). Elle permet donc deux types de traitements, qui seront synthétisés d'après les profils territoriaux dégagés par la tâche 1.1 : d'abord, une cartographie des appropriations immobilières en fonction du prix des biens et des caractéristiques des acheteurs ; ensuite, une étude des circulations, scindée par catégories croisées d'âge, de statut professionnel et de prix d'achat, sous la forme de matrices carrées, générales et par groupe professionnel, croisant le lieu du bien acheté et celui de résidence de l'acheteur. L'étude des échanges de biens sur les marchés immobiliers permettra d'éclairer les logiques de connexion – anciennes ou émergentes – entre certains territoires.

**Tâche 1.4- Circulations d'après les résidences secondaires et la multi-résidence.** Nous saisissons aussi d'autres formes de circulation en nous émancipant du prisme de la résidence principale, à travers la détention de résidences secondaires et la fréquentation d'autres logements. Les dernières enquêtes *Logement* (Insee, 2013 et 2024 à venir) nous permettront de relier les lieux de résidence principale et secondaire en fonction des caractéristiques fines non seulement des ménages mais aussi des communes de ces résidences. L'enquête *Famille et Logement (FL)* (Insee et Ined, 2011) permettra, à partir d'un grand échantillon (360 000 individus), des traitements similaires sur les phénomènes de multi-résidence des différents groupes sociaux en mettant en relation les communes des différents logements des individus.

**Risques :** Levée du secret statistique via le CASD pour les localisations à la commune des enquêtes *Logement* et *FL*, et pour les CS détaillées des fichiers détail du recensement ; en cas de refus (peu probable) du Comité du secret statistique, possibilité de travailler à l'échelle départementale plutôt que communale, et avec la CS en 8 classes. Difficultés éventuelles de négociations pour les années paires des bases *Perval* à acquérir.

**Livrables :** Mise en ligne de cartes du territoire métropolitain et typologie socio-résidentielle des communes.

## **Tâche 2. Analyser l'articulation des trajectoires spatiales et sociales au sein des espaces de circulation (responsable : Violaine Girard)**

### **Tâche 2.1- Analyser quantitativement les trajectoires sociales et géographiques.**

L'objectif est ici d'étudier dans une perspective longitudinale ou diachronique les trajectoires individuelles au regard des types d'espace traversés. L'Échantillon démographique permanent (EDP), appariant pour un

<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>		PRC
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois	
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations			

très grand panel d'individus leurs données de recensement depuis 1968 ainsi que les données d'état civil et, depuis 2011, les données socio-fiscales, permet de suivre conjointement, entre chaque période intercensitaire, les mobilités socio-professionnelles et les migrations résidentielles. Il permettra d'analyser les changements de positions sociales relatives au gré des mobilités résidentielles : on montrera par exemple comment les mobilités et les immobilités, tant socio-professionnelles que résidentielles, contribuent aux positions sociales locales des individus (en mettant en relation la PCS de l'individu et le type de commune, cf. tâche 1.1), selon les types de communes de départ et d'arrivée et le groupe social d'origine. L'EDP permettra également d'étudier, pour des cohortes de naissance choisies et en s'appuyant par exemple sur des méthodes d'analyse de séquences, les trajectoires individuelles selon la plus ou moins grande diversité des types d'espace au sein desquels les individus ont vécu depuis l'enfance, selon leur origine géographique et sociale. Ces analyses seront complétées à partir d'autres sources de données (cf. tâche 1) permettant de lier des circulations diachroniques et synchroniques et d'étudier les systèmes de lieux qu'elles dessinent au-delà des mobilités résidentielles : l'enquête *Logement* rassemble des informations sur les communes de naissance, de résidence quatre ans avant, de résidence à la date de l'enquête et des autres logements possédés ; l'enquête *FL* dispose des communes de naissance, de résidence à la date de l'enquête, de l'éventuel autre lieu de résidence, de la résidence antérieure, et des résidences de chacun des parents et de chacun des enfants.

### **Tâche 2.2- Analyser qualitativement les trajectoires sociales et les espaces de circulation**

Des enquêtes qualitatives seront menées auprès d'une série de groupes sociaux distincts afin de caractériser finement leurs circulations liées à la résidence, mais aussi à la villégiature, au travail et aux sociabilités, et d'en saisir les effets en termes de position sociale. Les enquêtes envisagées portent sur quatre groupes en particulier : des familles de la grande bourgeoisie patrimoniale, des ménages de la petite bourgeoisie culturelle, des employés du public soumis à des mutations professionnelles, et des ménages de classes populaires rencontrant des difficultés d'accès au logement dans les grandes agglomérations. Pour certains de ces groupes nous comptons déjà de nombreux contacts, issus d'enquêtes passées portant sur d'autres problématiques. Des ajustements seront possibles au cours de la recherche grâce aux analyses quantitatives, qui nous permettront de nous prémunir du risque de ne pas prendre en considération des groupes sociaux aux circulations atypiques ou peu documentées qui auraient été écartés *a priori* pour cette raison.

Plusieurs entretiens seront réalisés avec chaque enquêté.e de façon à les rencontrer dans plusieurs des espaces qu'ils fréquentent (e. g. : avant/après un déménagement, dans la résidence principale/secondaire). Les entretiens couvriront à la fois un volet biographique (ou diachronique), de manière à retracer l'ensemble des lieux où ils ont vécu au cours de leur vie, et un volet synchronique, concernant l'ensemble des lieux qu'ils fréquentent au moment de l'entretien, de manière plus ou moins intermittente ou durable. Cela nous montrera d'abord les effets de la socialisation par l'espace induits par la fréquentation, diachronique ou synchronique, de différents espaces, chaque mobilité étant potentiellement à la fois géographique et sociale. Comment ces pratiques de circulation participent-elles à la construction des points de vue, des goûts et dégoûts, et des dispositions pratiques ? Comment, en particulier, façonnent-elles des aspirations à la mobilité (spatiale et sociale) ? Ces entretiens dégageront également les systèmes de lieux propres aux différents groupes sociaux et le rôle de ces agencements dans la construction des positions sociales collectives. Tandis que les analyses statistiques objectiveront la ségrégation des circuits, les enquêtes qualitatives éclaireront le sens des différents espaces pour chaque groupe et la diversité des usages qui en sont faits. On cherchera d'abord à identifier le rôle de chaque espace dans l'économie générale des pratiques productives et reproductives ; on analysera ensuite la constitution, le cumul et la circulation des capitaux d'un espace à l'autre ; enfin, on étudiera la valorisation différentielle des capitaux selon les espaces, et les éventuelles stratégies de circulation que cela peut induire. Ces entretiens nous permettront également d'identifier les contraintes et les ressources qui rendent possibles ou auxquelles donnent accès les circulations. Ils nous amèneront à interroger le rôle des institutions qui interviennent dans les circulations, telles les intermédiaires publics et privés du marché de l'emploi et du logement ou encore les politiques publiques d'encadrement des mobilités et d'attractivité portées par l'Etat, les collectivités et d'autres acteurs.

**Risque** : le principal risque, outre ceux propres à toutes enquêtes ethnographiques, serait de se limiter à des formes de circulation *a priori* identifiables en amont. Nous comptons ici sur la critique statistique de l'ethnographie pour ouvrir de nouveaux terrains en cours de programme (cf. tâche 0).



<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>		PRC
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois	
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations			

### **Tâche 3. Une ethnographie des effets des circulations sur les espaces sociaux localisés (responsable : Eleonora Elguezabal)**

Des enquêtes ethnographiques seront réalisées dans plusieurs territoires afin d'étudier l'effet des circulations sur les espaces sociaux localisés. Trois types d'espace sont envisagés : des espaces balnéaires, en tant que lieux de villégiature pour les classes supérieures et de travail pour leurs prestataires de services (e. g. Golfe du Morbihan) ; des petites villes en décroissance, où l'espace social local se transforme sous l'effet du maintien ou d'arrivées de populations peu dotées économiquement (e. g. Nevers ou Châteauroux) ; des territoires intermédiaires, socialement clivés et/ou en cours de gentrification, à l'instar de ces espaces ruraux et littoraux attractifs où cohabitent classes populaires rurales et néoruraux issus des fractions culturelles des classes moyennes et supérieures (e. g. Saint-Brévin ou La-Charité-sur-Loire). Les différents jeux de données traités dans ce projet seront mobilisés pour caractériser ces territoires : le recensement harmonisé de la population pour saisir leur structuration sociale et les recompositions à l'œuvre depuis 1968 ; les données notariales pour les transformations récentes du marché immobilier à une échelle infra-communale. Les analyses quantitatives conduites dans la tâche 1 permettront par ailleurs de compléter le choix initial de ces terrains (en faisant apparaître, par exemple, des espaces singuliers du point de vue des caractéristiques sociodémographiques, du marché immobilier ou des circulations – cf. tâche 0).

Ces enquêtes s'attacheront à analyser les rapports sociaux localisés entre les groupes et les effets des circulations sur leurs positions relatives. Tout d'abord, il s'agira d'analyser les mécanismes de différenciation et de ségrégation à l'œuvre sur le marché immobilier et dans l'offre commerciale, dans les sociabilités ordinaires et sur les scènes associatives et politiques locales. Nous chercherons ensuite à comprendre comment l'évolution des circulations de ces groupes transforme la structuration des espaces sociaux localisés (e. g. effets de l'extension du télétravail sur le rapport au domicile et à la résidence secondaire ; effets de l'évolution dans le cycle de vie sur la réarticulation des positions relatives sur les scènes professionnelles, domestiques, militantes ou de loisirs). Ces évolutions se traduisent-elles par une transformation des pratiques d'appropriation des lieux, des commerces et services sollicités, des rapports sociaux localisés, voire des positions sociales à l'échelle locale ?

Un autre questionnement porte sur les formes de régulation, de gouvernement et de contrôle social induites par ces circulations. On s'intéressera aux mobilisations collectives et aux recours aux institutions que les circulations peuvent susciter (e. g. oppositions locales aux nouveaux arrivants suscitées par l'implantation de Centre d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) dans des territoires ruraux ou par l'envolée des prix de l'immobilier dans les espaces balnéaires) et aux politiques (environnementales, touristiques, de logement, d'emploi) qui transforment les usages des espaces ruraux. De ce point de vue seront analysés les conflits d'appropriation et de valeur à l'œuvre dans certains espaces naturels récréatifs (plages, PNR, etc.).

Les enquêtes ethnographiques envisagées impliquent la présence régulière sur chacun des terrains d'un ou plusieurs membres de l'équipe. Elles privilégieront une entrée sur plusieurs scènes sociales et milieux d'interconnaissance (Maget 1955) auprès de groupes sociaux variés (élus, agents immobiliers, commerçants, prestataires de services aux vacanciers, résidents allochtones et autochtones, résidents secondaires, maîtres-nageurs sauveteurs, etc.). Si cette tâche privilégie une approche synchronique, focalisée sur le présent, nous serons également attentifs aux transformations et évolutions observées. Les enquêtes seront ainsi menées dans des territoires socialement différenciés aux trajectoires d'évolution contrastées. Elles seront menées de concert, guidées par les questions de recherche évoquées, et feront l'objet de discussions croisées organisées régulièrement dans le cadre des séminaires et journées d'étude.

**Risque:** L'immersion longue peut ici être importante, d'où les demandes de post-doc en ethnographie.

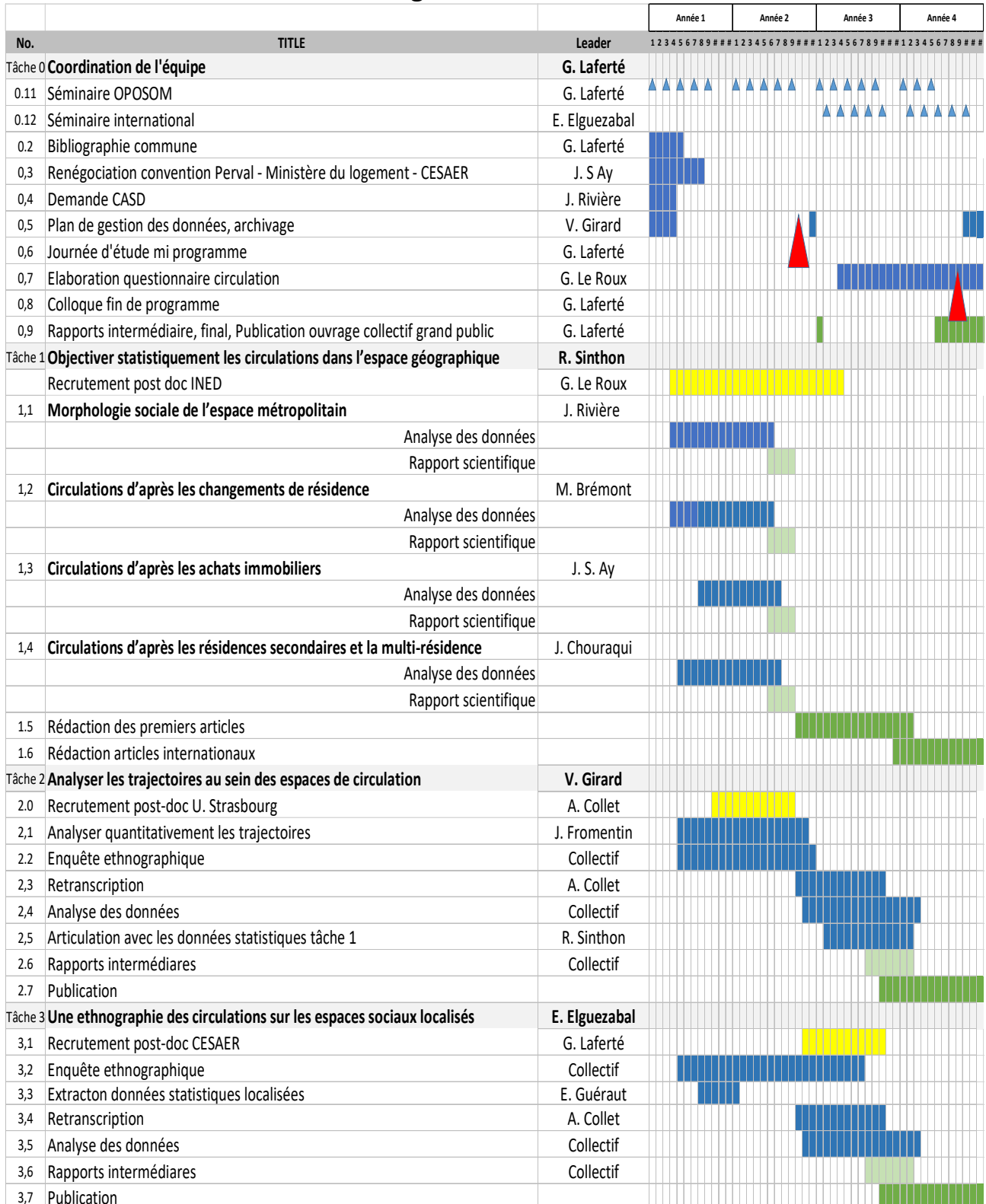
### **d. Positionnement du projet par rapport aux enjeux de recherche de l'axe scientifique choisi**

Nous entrons dans les questions spatiales prioritairement par les groupes sociaux. Grâce au dialogue interdisciplinaire, le principal enjeu de notre projet est de dépasser les écueils des approches sociologiques qui ne prennent pas suffisamment en compte la dimension spatiale. En définitive, nous proposons ici prioritairement une analyse sociologique de la stratification sociale attentive aux apports de la géographie sociale contemporaine. L'axe D7, où l'on retrouve certains mots clés de notre projet, n'a retenu l'année

<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>		<b>PRC</b>
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois	
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations			

dernière aucun projet en sociologie (dont le nôtre ; les projets sont de géographie et économie, hormis un seul en anthropologie) nous confortant dans l'idée que les axes reflétaient autant des divisions thématiques que disciplinaires. Si la composition de notre équipe est pluridisciplinaire, notre projet dialogue prioritairement avec la sociologie. En effet, on pourrait inscrire notre démarche dans une nouvelle sous discipline visant à dépasser le clivage sociologie rurale, sociologie urbaine, sous-discipline qui pourrait se nommer sociologie géographique ou sociologie spatiale.

## Diagramme de Gantt



<b>AAPG2023</b>	<b>OPOSOM</b>		<b>PRC</b>
Coordonné par :	Gilles LAFERTE	Durée 48 mois	
Les sociétés contemporaines : états, dynamiques et transformations			

## IV. Bibliographie

- Agnoux P., 2022, Le genre du rapport à l'espace, Thèse U. Bourgogne.
- Amiotte-Suchet L., Laferté G., Laurière C. & Renahy N., 2016. « Enquêtes collectives », *ethnographiques.org*, n° 32.
- Arab C., 2018. *Dames de fraises, doigts de fée*. En toutes lettres.
- Authier J.-Y., 2012. Espace et socialisation, Saarbrücken : EUE.
- Bassand M., Brulhardt M.-C. (1980), *Mobilité spatiale. Bilan et analyse des recherches en Suisse*, Lausanne, Georgi.
- Benites-Gambirazio, Eliza. (2020). Working as a real estate agent. *Journal of Cultural Economy*. 13. 1-16.
- Bernard L., 2017, *La précarité en col blanc*, Paris, Puf.
- Bidet, J., 2018 « Déplacements. Migrations et mobilités sociales en contexte transnational », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 225, no. 5.
- Bonneval, L. 2011. *Les agents immobiliers, pour une sociologie des acteurs du logement*, Lyon, ENS Éditions
- Bonnin P., De Villanova R. (dirs.), 1999, *D'une maison l'autre, parcours et mobilités résidentielles*, Créaphis, 371 p.
- Bonvalet C., Gotman A., Grafmeyer Y. (dirs.), 1999, *La famille et ses proches : l'aménagement des territoires*, Paris, PUF.
- Bourdieu P., 2000, *Les structures sociales de l'économie*, Le Seuil.
- Bourdieu P., 1993, « Effets de lieu » dans *La misère du monde*, Paris, Le Seuil.
- Bréant H., 2020,. « Réinstallations d'émigrés africains : les usages sociaux des diplômés étrangers », *Migrations Société*, 2, p. 83-96.
- Breuillé M., Le Gallo J. A. Verhac. " Residential migration and the Covid-19 crisis: Towards an urban exodus in France? ", *Economie et Statistique*, n°536-7, pp. 57-73.
- Bruneau I., G. Laferté, Mischi J., Renahy N. (dir.), 2018, *Mondes ruraux et classes sociales*, Paris, EHESS.
- Cahiers de l'Observation du changement social* 1982 Paris, CNRS.
- Cartier M., I. Coutant, O. Masclat, Y. Siblot, *La France des « petits-moyens »*, Paris, La Découverte, 2008.
- Casanova L., Enault, Boulay G., Coulon M., 2019, « Une aubaine pour les géographes ? Intérêts des fichiers open DVF sur les transactions foncières et immobilières et précautions d'usage », *Cybergeo: European Journal of Geography*
- Causa O. et Pichelmann J., 2020, Should I stay or should I go? Housing and residential mobility across OECD countries. *OECD Economic department working papers* No. 1626
- Cayouette-Remblière, J., Lion, G. & Rivière, C., 2019. Socialisations par l'espace, socialisations à l'espace: Les dimensions spatiales de la (trans) formation des individus. *Sociétés contemporaines*, 3 (3).
- Chamboredon J.-C., 2019, *Territoires, Culture et classes sociales*, Paris, Editions rue d'Ulm.
- Charmes E., 2011. *La Ville émiettée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Paris, PUF.
- Chen Y., Rosenthal S.S., 2008, Local amenities and life cycle migration: do people move for jobs or fun? *Journal of Urban Economics*, 65.
- Chinco, A., Mayer, C., 2016. Misinformed speculators and mispricing in the housing market. *Review of Financial Studies* 29.
- Clément C., Bonvalet C., 2005, « Familles recomposées et ancrage résidentiel », *Espaces et sociétés*, n° 120-121, 1.
- Chouraqui J., 2021. « Medium-sized cities in decline in France: between urban shrinkage and city centre devitalisation », *Raumforschung und Raumordnung | Spatial Research and Planning*, vol. 79, n° 1 : 320.
- Clerval A., 2013, *Paris sans le peuple*, Paris, La Découverte.
- Collet A., 2015, *Rester bourgeois*. Paris, La Découverte.
- Coquard B., 2019, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La découverte.
- Corbin A 1995, *L'avènement des loisirs (1850-1960)*, Paris, Aubier.
- Courgeau D., 1988, *Méthodes de mesure de la mobilité spatiale: migrations internes, mobilité temporaire, navettes*, Paris, France, Institut national d'études démographiques, ix+301 p.
- Cousin B., 2014, « Entre-soi mais chacun chez soi. L'agrégation affinitaire des cadres parisiens dans les espaces refondés », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 204, no 4.
- Cousin B., Chauvin S, 2012, « L' entre-soi élitaire à Saint-Barthélemy », *Ethnologie française*, 42 (2).
- Cvijanović, D., & Spaenjers, C., 2021. "We'll Always Have Paris": Out-of-Country Buyers in the Housing Market. *Management Science*. in press.
- Debroux J., 2011, « Stratégies résidentielles et positions sociales », *Espaces et Sociétés*, p. 121-139
- Doraï K., Hily M.-A., Loyer F., Ma Mung E., 1998, *Bilan des travaux sur la circulation migratoire*, Ministère de la Solidarité et de l'Emploi, Poitiers, MIGRINTER.
- Dupont V., Dureau F., 1994, « Le rôle des mobilités circulaires dans les dynamiques urbaines: illustrations à partir de l'Equateur et de l'Inde », *Revue Tiers Monde*, 35, 140.
- Dureau, F., 2002, « Les systèmes résidentiels : concepts et applications », in Lévy, J.P., Dureau F., (dir.), *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question*, Paris, L'Harmattan.
- Dureau F., Imbert C., 2014, « L'approche biographique des mobilités résidentielles », dans Imbert C., Dubucs H., Dureau F., Giroud M. (dirs.), *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen.*, Paris, Armand Colin.
- Elguezabal E., 2015, *Frontières urbaines: les mondes sociaux des copropriétés fermées*, Rennes, PUR.
- Elguezabal E., 2022, « Mobilités spatiales et mobilités de genre : enquête auprès des sous-officières et sous-officiers de la gendarmerie française », *Espaces et sociétés*, no. 1-2.
- Elias N., 2008 [1933], *La société de cour*, Paris, Flammarion.
- Farrell J., 2020, *Billionaire Wilderness*, Princeton University Press.
- Fromentin J., 2021, *Parcours singuliers, campagnes plurielles. L'inscription spatiale des immigrés dans les espaces peu denses français*, Thèse Paris 1.
- Giraud C., « La vie homosexuelle à l'écart de la visibilité urbaine. Ethnographie d'une minorité sexuelle masculine dans la Drôme », *Tracés*. [En ligne], 30 | 2016.
- Girard V., *Le vote FN au village*, Editions du Croquant, 2017.
- Girard V., Guérait É., Lion G., 2023, Quitter Paris pour s'en sortir ? Colloque Habiter les villes petites et moyennes.
- Godechot O., 2013, « Financiarisation et fractures socio-spatiales », *L'Année sociologique*, vol. 63, no 1.
- Gotman A., 1999, « Géographie familiale, migrations, générations », in Bonvalet C., Gotman A., Grafmeyer Y., 1999, *La famille et ses proches: l'aménagement des territoires*, Paris, PUF.
- Guérait É., Pigué V., 2024, « Le déclin urbain comme question sociale. Une analyse des dynamiques contrastées des villes moyennes », *Espaces et sociétés*, 191 (à paraître)
- Guérait, E., 2021, « "Envahis par les cas soc". Une petite bourgeoisie culturelle dans une ville moyenne en déclin », in *Déclin urbain*.
- Guerois M., Le Blois R., 2009 « La dynamique spatio-temporelle des prix immobiliers à différentes échelles : le cas des appartements anciens à Paris », *Cybergeo* [en ligne]
- Hervieu-Léger D., Hervieu B., 1979, *Le Retour à la nature : au fond de la forêt, l'État*, Paris, Le Seuil.
- Hilal M. et al., 2011, Typologie des campagnes françaises (littoral, montagne et DOM), DATAR.

- Hilber, C. A., & Schöni, O., 2020. On the economic impacts of constraining second home investments. *Journal of Urban Economics*, 118.
- Imbert C., Deschamps G., Bonvalet C., Lelièvre E., 2013, "Vivre entre deux logements. Surtout avant et après la vie active", *Population et sociétés*, 507.
- Imbert C., Dubucs H. Dureau F., Giroud M., 2014, *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen*. Paris, A. Colin.
- Imbert C., Lelièvre E., Lessault D., 2018, *La famille à distance. Mobilités, territoires et liens familiaux*, Paris, INED.
- Jeanty P.W., Partridge M., Irwin E., 2010, Estimation of a spatial simultaneous equation model of population migration and housing price dynamics. *Regional Science and Urban Economics*,
- Kaplan G., 2009, Boomerang kids: labor market dynamics and moving back home. *Federal Reserve Bank of Minneapolis. Working Paper*, 675.
- Kaysers B., 1990, *La Renaissance rurale*, Armand Colin, Paris.
- Laferté G., 2006. *La Bourgogne et ses vins : image d'origine contrôlée*, Paris, Belin.
- Laferté G., 2014, « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés », *Sociologie*, n°4, vol.5.
- Laferté G., 2016. « Playdoyer pour l'ethnographie collective », *ethnographiques.org*, 32
- Laferté G., 2018, *L'embourgeoisement. Une enquête chez les céréaliers*, Paris, Raisons d'Agir.
- Lahire B, 1998, *L'homme pluriel*, Paris, Nathan.
- Lambert A., 2015, *"Tous propriétaires !". L'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Seuil.
- Le Bigot, B., 2016. Les migrations hivernales des Européens vers le Maroc : circulations et constructions des espaces de vie, *Autrepart*, n°77.
- Le Bris E., Marie A., Osmont A., Sinou A., 1987, *Famille et résidence dans les villes africaines: Dakar, Bamako, Saint-Louis, Lomé*, Paris, l'Harmattan.
- Le Corre T., 2019, Paris à tous prix. Analyse des inégalités par une géographie de l'investissement sur le marché immobilier résidentiel en Île-de-France. Géographie. Université Paris 1.
- Le Jeannic T., 1993, « Rôle des migrations dans le peuplement de l'Île-de-France », *Population*, n°6.
- Léger J.F., 2017, « La géographie des résidences secondaires : une autre lecture des disparités territoriales », *Population & Avenir*, n° 732.
- Lévy J.P., 2003. Peuplement et trajectoires dans l'espace résidentiel : le cas de la Seine-Saint-Denis. *Population*, 3 (3).
- Lion G., 2015. *Incertaines Demeures. Enquête Sur l'habitat Précaire*. Paris, Bayard.
- Low S., 2003. *Behind the Gates: Life, Security, and the Pursuit of Happiness in Fortress America*, New York et Londres, Routledge.
- Maget M., « Remarques sur le village comme cadre de recherches anthropologiques », *Bulletin de psychologie*, 1955
- Marchal J.-Y., Quesnel A., Gastellu J.-M., 1997, « Dans les vallées du Burkina Faso : l'installation de la mobilité », dans *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du vingtième siècle*, Paris, ORSTOM (Colloques et Séminaires).
- Mericskay B., F. Demoraes, 2022, « Préparer et analyser les données de "Demandes de valeurs foncières" en open data : proposition d'une méthodologie reproductible », *Cybergeo: European Journal of Geography*
- Mollenkopf J. H., Castells M. (éd.), 1992. *Dual City: Restructuring New York*, New York, Russell Sage Foundation.
- Mounkaila H., 2002, « De la migration circulaire à l'abandon du territoire local dans le Zarmaganda (Niger) », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 18, 2.
- Noel G., de Abrantes L., 2014 « La gran división: crecimiento y Diferenciación Social en una Ciudad Balnearia de la Costa Atlántica Bonaerene », *Argumentos*.
- Noiriel G., 1988. *Le Creuset Français*. Paris, Le Seuil.
- Oberti M., Prêteceille E., 2004, « Les classes moyennes et la ségrégation urbaine », *Éducation et sociétés*, vol. no 14, no. 2.
- Paranthoën J.-B., 2014, « Déplacement social et entrées en agriculture », *Sociétés contemporaines*, no. 4.
- Pattieu S., 2009, « La « vie de château » ou les gains symboliques du tourisme populaire. France, 1945-1980 », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, no. 2.
- Perrenoud M., 2008, « Les artisans de la « gentrification rurale » », *Sociétés contemporaines*, 3, n° 71.
- Phillips M., 1993, "Rural Gentrification and the Processes of Class Colonisation", *Journal of Rural Studies*.
- Piketty T., 2013, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le Seuil.
- Pistre P. 2012, *Renouveaux des campagnes françaises*, Thèse, Université Paris-Diderot.
- Plantinga A., Détang-Dessendre C., Hunt G., Piguet V., 2013, Housing Prices and Inter-urban Migration. *Regional Science and Urban Economics*, 43.
- Prêteceille E. 2003 *La division sociale de l'espace francilien. Typologie socioprofessionnelle 1999 et transformations de l'espace résidentiel 1990-99*. Paris, OSC, FNSP-CNRS
- Reboratti C. E. (éd.), 1986, *Se fue a volver. Seminario sobre las migraciones temporales en América Latina*, México, PISPAL/CIUDAD/CENEP.
- Rhein C., 1994, « La division sociale de l'espace parisien et son évolution (1954-1975) », Brun J., Rhein C., (dirs.), *La ségrégation dans la ville: concepts et mesures*, Paris, l'Harmattan.
- Ribardièrre A., 2019, « Les territoires populaires du Grand Paris », *Métropolitiques*, [en ligne].
- Richard F. Dellier J., Tommasi G., 2014, « Migration, environnement et gentrification rurale en Montagne limousine », *Revue de géographie alpine* [En ligne]
- Ripoll, F. 2018. *Sur la dimension spatiale des rapports sociaux*, HDR, U. Paris XIII.
- Ripoll F., 2013. Quelle dimension spatiale des structures sociales chez Bourdieu ? in P.Coulangeon éd., *Trente ans après La Distinction*. Paris, La Découverte.
- Roback, J., 1982. Wage, rents, and the quality of life. *Journal of Political Economy*, 90.
- Rosa Bonheur, 2019, *La ville vue d'en bas*. Paris, Éditions Amsterdam.
- Saiz A., and S. Wachter, 2011. Immigration and the neighborhood. *American Economic Journal: Economic Policy* 3.
- Sassen S., 1991 *The global city. New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press.
- Saunier P.-Y., 2004 « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, vol. n°57, no. 4, , pp. 110-126.
- Schwartz O., 2011 « Peut-on parler des classes populaires ? », *La Vie des idées*, 13 septembre.
- Schwartz O., 2020, « Table ronde », *Espaces et sociétés*, 180-181.
- Sébileau, A. 2014. « Rester après la saison : l'économie symbolique du néoruralisme balnéaire », in *Juristourime*, n° 163.
- Sinthon R., 2014, Reversions extrascolaires du capital culturel, Thèse, EHESS.
- Sinthon R., 2018, *Repenser la mobilité sociale*, Paris, EHESS.
- Steegmans, J, Hassink, W., 2018, Decreasing house prices and household mobility: An empirical study on loss aversion and negative equity. *Journal of Regional Science*. 58.
- Tabard N., 1999, "Représentation socio-économique du territoire, typologie des quartiers et communes de France selon la profession et l'activité socio-économique de leurs habitants.

France métropolitaine, recensement de 1999". Document de travail n° F0208, INSEE, septembre.

Tabard N., Chenu A., 1993, « Les transformations socioprofessionnelles du territoire français, 1982-1990 », *Population*, pp. 1735-1769

Tarrius A., 1993, « Territoires circulatoires et espaces urbains : Différentiation des groupes migrants », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 59, 1, p. 51-60.

Vermeersch S., Launay L., Charmes E., Bacqué M.-H., 2019. *Quitter Paris ? Les classes moyennes entre périphéries et centres*, Paris : Grâne, Créaphis.

Vignal C., 2006, « Concilier mobilité résidentielle et mobilité professionnelle : cadrage statistique et pistes de réflexion », *Horizons stratégiques*, n° 2, 2.

Wagner A., 2020. *La mondialisation des classes sociales*. Paris, La Découverte.

Woods, M., 2007, Engaging the global countryside: globalization, hybridity and the reconstitution of rural place, *Progress in Human Geography*, 31.

Zeneidi D., 2013, *Femmes/fraises. Import/export*, Paris, PUF.

Zelinsky W., 1971, "The Hypothesis of the Mobility Transition", *Geographical Review*, 61

Zelizer V. 2005, "Circuits within Capitalism". *The Economic Sociology of Capitalism*, edited by Victor Nee and Richard Swedberg, Princeton: Princeton University Press.



